Revue-IRS

Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)

ISSN: 2958-8413

Vol. 3, No. 2, Mars 2025

This is an open access article under the CC BY-NC-ND license.

L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RDC : LE CAS DU PÉTROLE

THE EXPLOITATION OF NATURAL RESOURCES AT THE SERVICE OF ECONOMIC DEVELOPMENT OF THE DRC : THE CASE OF OIL

Liliane SIMBI MWEMA [1], Olivier LOKANGO OKINTAMBOLO [2], Blaise KALUNGA MUKUWA [2], Joseph LELO NKENGE [2], Ignace YENDE MUNDONDO [2], Joseph MUFUTA WA MUFUTA [2], Christian SAMBA LOKOMBE [3], Augustin BANGAMA KABONGO [3], Ravi KISENSI KALAMBAYI [3], Kevin KALONJI WATAIE [3] et Lambert TSHEFU LOKANGU [4]

[1]Chercheur Indépendant, Master en Economie et Développement, Faculté d'Economie et Développement, Option : Economie Publique et Gestion des Ressources Naturelles, Université Catholique du Congo (U.C.C), B.P. 1534 Kinshasa/Limete, R.D.Congo

[2] Assistant de Recherche de Deuxième Mandat, Centre de Recherches Géologiques et Minières (C.R.G.M), B.P.898 Kinshasa/Gombe, R.D.Congo

[3]Assistant de Recherche de Première Mandat, Centre de Recherches Géologiques et Minières (C.R.G.M), B.P. 898 Kinshasa/Gombe, R.D.Congo

[4]Atttaché de Recherche, Centre de Recherches Géologiques et Minières (C.R.G.M), B.P. 898 Kinshasa/Gombe, R.D.Congo.

Abstract: The DRC is one of the richest countries in the world in terms of natural resources, but its population is poorer and it is not experiencing development because its economy is essentially based on the exploitation of minerals to finance the state budget. To date, the DRC only exploits 4.5% of its hydrocarbon potential. It is therefore imperative to make the oil sector one of the pillars of development and economic growth in the DRC. Our analyses show that the exploitation of natural resources, particularly oil, can play a crucial role in the economic development of the DRC. The profits obtained from these resources promote the country's economic growth. However, it is essential to implement effective policies to ensure effective use of these advantages and thus promote sustainable and inclusive economic development. Given the importance of the oil sector in the economic development of the DRC, we especially ask the Congolese government to pay much more attention to this sector and to allocate the necessary resources to it in order to make it a key sector on the scale of the mining sector in order to allow the country to have a diversified economy; to benefit from the revenues generated by this sector and to improve the living conditions of its population.

Keywords: Exploitation, Natural Resources, Economic development, Oil

Resume: La RDC est l'un des pays les plus riches au monde en termes de ressources naturelles mais sa population est plus pauvres et elle ne connait pas de développement du fait que son économie repose essentiellement sur l'exploitation des minerais pour financer le budget de l'Etat. À ce jour, la RDC n'exploite que 4,5 % de son potentiel en hydrocarbures. Il est donc impératif de faire du secteur pétrolier l'un des piliers du développement et de la croissance économique de la RDC. De nos analyses il ressort que l'exploitation des ressources naturelles, notamment du pétrole, peut jouer un rôle crucial dans le développement économique de la RDC. Les profits obtenus grâce à ces ressources favorisent la croissance économique du pays. Néanmoins,

il est primordial de mettre en œuvre des politiques performantes afin d'assurer une utilisation efficace de ces avantages et ainsi favoriser un développement économique durable et inclusif. Vu l'importance du secteur pétrolier dans le développement économique de la RDC, nous demandons spécialement au gouvernement congolais d'accorder beaucoup plus d'attention à ce secteur et d'y allouer les ressources nécessaires afin de le faire de lui un secteur clé à la dimension du secteur minier afin de permettre au pays d'avoir une économie diversifiée ; de bénéficier des revenus générés par ce secteur et d'améliorer les conditions de vies de sa population.

Mots – clés: Exploitation, Ressources naturelles, Développement économique, Pétrole

Digital Object Identifier (DOI): https://doi.org/10.5281/zenodo.**15019297**

1 Introduction

1.1. Problématique

De nombreux pays africains, y compris la RDC, sont classés comme des "locataires en série" car leur croissance repose sur la production et l'exportation des matières premières de leur sol, sous-sol et zones maritimes pour approvisionner les marchés internationaux. Cela crée des pays riches mais avec une population pauvre, en plus du fait que les ressources naturelles sur lesquelles ils se basent sont épuisables[1].

La RDC est l'un des pays les plus riches au monde en termes de ressources naturelles. Cependant, sa population reste l'une des plus pauvres du monde. Le pays ne connaît pas de développement économique, car son économie repose sur l'exploitation des minerais de l'Est du pays, qui sont la principale source de financement du budget de l'État. Cependant, cette exploitation est entachée de malversations et la population n'en voit pas les revenus, ce qui ne lui bénéficie en rien. De plus, les ressources minérales s'épuisent rapidement, mettant en péril l'économie nationale. Par conséquent, le pays devrait se tourner vers d'autres ressources, notamment le pétrole, qui se trouve dans son sous-sol[2].

Depuis le début du siècle dernier, la découverte du pétrole a été l'une des grandes avancées qui ont façonné notre monde en termes d'énergie et de développement pour de nombreux pays, en particulier ceux qui possèdent des réserves de pétrole dans leur sous-sol. Aujourd'hui encore, le pétrole joue un rôle important en tant que combustible dans le secteur du transport en Afrique et dans l'industrie dans le monde entier[3]. Des pays comme la Russie ou les Émirats arabes unis ont pour principale activité économique l'exploitation des ressources naturelles, principalement les hydrocarbures. Ces derniers sont les principales sources de financement de leur budget et font tourner leurs économies. Les Émirats arabes unis possèdent par exemple des réserves prouvées de pétrole de 97,8 milliards de barils, soit 13 milliards de tonnes, ce qui représente 5,8 % des réserves mondiales et les positionne au 7e rang international[4].

Le Nigeria, la Libye et l'Algérie sont également des pays africains connus pour leurs activités d'extraction des hydrocarbures sur leur sol. La République Démocratique du Congo dispose également de réserves de pétrole dans son sous-sol, réparties principalement dans les bassins sédimentaires du pays, tels que le bassin côtier, le bassin de la cuvette centrale et les bassins de la branche ouest du Rift est-africain. Ces ressources sont estimées à environ 22 milliards de barils. Cependant, la production pétrolière quotidienne de la RDC varie entre 20 000 et

[1] A.ESCOBAR et B.MANON, « Développer autrement, construire un autre monde ou sortir de la modernité (Entretien) ». Anthropologie et sociétés, 2005, vol. 29, n° 3, p. 139-150.
[2] T. TREFON, *Congo, la mascarade de l'aide au développement*, Paris, L'Harmattan, Louvain-la-neuve: Academia, 2013.
[3] G.RIST, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, 2e éd., Paris : Presses de Sciences Po, 2001.
[4] S.SOLVIT, *RDC : rêve ou illusion ? Conflit et ressources naturelles en République Démocratique du Congo*, Paris, L'Harmattan, 2009.

25 000 barils, ce qui contribue à hauteur d'environ 500 millions de dollars au budget national. Comparativement, les pays voisins comme la République du Congo et l'Angola produisent respectivement 350 000 barils et 2 millions de barils par jour. Il est donc clair que la production pétrolière congolaise est encore sous-développée[5].

Selon le rapport de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), le secteur pétrolier de la RDC n'a rapporté que 364,6 millions de dollars au Trésor public entre 2020 et 2021. Cette somme modique ne reflète pas le potentiel pétrolier du pays, estimé à plus de 22 milliards de barils de pétrole. Il est donc essentiel de relancer le débat sur la vente des blocs pétroliers et gaziers pour maximiser les revenus de ce secteur. À ce jour, la RDC n'exploite que 4,5 % de son potentiel en hydrocarbures, principalement avec l'exploration et la production à Moanda par la société PERENCO, dont la capacité est limitée à environ 22 000 barils de pétrole par jour. Il est donc impératif de faire du secteur pétrolier l'un des piliers du développement et de la croissance économique de la République Démocratique du Congo.
Cette problématique nous amène donc à la recherche des réponses aux questions suivantes :

- Quelle est la contribution de l'exploitation du pétrole au développement économique de la RDC ?
- Quels sont les avantages et les inconvénients de l'exploitation du pétrole en RDC pour les communautés locales ?
- Quelles sont les perspectives d'avenir pour l'exploitation du pétrole en RDC et son impact sur le développement économique du pays ?

1 .2. Objectifs

L'objectif principal de cette étude est de prouver que le secteur pétrolier mérite autant d'attention que les autres secteurs clés de l'économie de la RDC en raison de son énorme potentiel et de sa capacité à générer des revenus importants pour l'État.
Plus spécifiquement, cette étude vise à :

- Démontrer la contribution de l'exploitation du pétrole au développement économique de la RDC ;
- Dégager les avantages et les inconvénients de l'exploitation du pétrole en RDC pour les communautés locales ;
- Décrire les perspectives d'avenir pour l'exploitation du pétrole en RDC et donner son impact sur le développement économique du pays.

1.3. Hypothèses

De ces questions précédemment posées, nous émettons les hypothèses suivantes :

- La contribution de l'exploitation du pétrole au développement économique de la RDC serait peu significative en raison du faible taux d'exploitation du potentiel en hydrocarbures ;
- L'exploitation du pétrole en RDC présente à la fois des avantages et des inconvénients pour les communautés locales ; qui seraient : d'un côté, elle pourrait créer des emplois, améliorer les infrastructures et stimuler d'autres secteurs de l'économie locale. Cependant, cela pourrait également entraîner le déplacement des communautés locales, la pollution environnementale, des problèmes de santé et une dépendance économique ;
- Les perspectives d'avenir pour l'exploitation du pétrole en RDC pourraient être prometteuses si les réformes sont mises en œuvre et si les défis liés à l'environnement, à la corruption et à la transparence sont gérés de manière adéquate. L'industrie pétrolière pourrait jouer un rôle clé dans le développement économique de la RDC, en fournissant des revenus et des emplois. Cependant, il est essentiel que les bénéfices de cette exploitation soient répartis de manière équitable et utilisés pour améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population congolaise.

[5] J-M.SEVERINO et R.OLIVIER, *Le temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob, 2010.

1.4. Méthodes et techniques

Les méthodes sont des modalités, des façons de procéder, des étapes que l'esprit adopte afin de parvenir à la découverte ou à la démonstration d'une vérité scientifique. Dans un contexte philosophique, elles représentent les attitudes de l'esprit envers les objets étudiés, ainsi que les raisonnements logiques qui en résultent dans le cadre des démarches scientifiques[6]. Pour notre projet, nous avons choisi de privilégier :

- La méthode qualitative : elle permet de recueillir des informations détaillées, contextuelles et subjectives auprès de diverses parties prenantes. Cette approche peut contribuer à une meilleure compréhension des enjeux complexes et des impacts de l'exploitation du pétrole en RDC, et orienter les actions pour un développement économique plus durable et inclusif.
- La méthode quantitative : elle permet de collecter et d'analyser des données précises, de créer des modèles économiques et d'évaluer les politiques liées à l'exploitation pétrolière. Ces analyses quantitatives fournissent des informations importantes pour comprendre les effets de l'exploitation pétrolière sur le développement économique de la RDC et pour guider la prise de décision.
- La méthode historique : elle permet de comprendre l'évolution de cette activité, d'analyser ses conséquences économiques, sociales et environnementales, et d'étudier les politiques et réglementations qui l'encadrent. L'histoire fournit ainsi une base solide pour évaluer les enjeux actuels et pour formuler des recommandations visant à maximiser les bénéfices économiques tout en minimisant les impacts négatifs.

En plus des méthodes, la réalisation d'un travail scientifique requiert également l'utilisation de certaines techniques d'enquête. Par nature, les techniques sont des outils plus concrets et expressifs que les méthodes. Elles sont utilisées pour rechercher des informations originales lorsque celles-ci ne sont pas disponibles, inexistantes ou inaccessibles[7]. Nous avons donc opté pour :

- La technique documentaire : elle permet la collecte d'informations, l'analyse et la synthèse des données, l'utilisation de références crédibles (ouvrages, articles, thèses, mémoires, documents officiels, etc.), une meilleure compréhension du contexte et l'identification des lacunes dans la recherche existante.
- La technique d'entretien : elle permet de recueillir des informations précieuses auprès des parties prenantes concernées, qu'il s'agisse des compagnies pétrolières, des communautés locales, des ONG ou des gouvernements. Ces entretiens permettent de mieux comprendre les questions liées à l'exploitation pétrolière en RDC, notamment en termes de contrats, de transferts de technologie, d'environnement et de responsabilité sociale.

2 PRESENTATION DE POTENTIEL PÉTROLIER ET SITUATION ECONOMIQUE DE LA RDC

SECTION 1. PÉTROLE CONGOLAIS

Le potentiel pétrolier et gazier de la RDC pourrait jouer un rôle important dans le développement économique du pays. On trouve principalement des réserves de pétrole et de gaz dans les bassins sédimentaires du pays, tels que le bassin côtier, la cuvette centrale et les bassins de la branche ouest du Rift est-africain. La cuvette centrale, le Graben Albertine, le lac Kivu et le Graben Tanganyika sont des bassins intéressants pour l'exploration et l'exploitation. On a repéré ces régions comme possédant un potentiel considérable en matière de réserves d'hydrocarbures. Néanmoins, en dépit de ces possibilités, l'utilisation de ces ressources demeure un défi en raison des investissements considérables requis et des infrastructures restreintes dans certaines régions.

Par exemple, le Graben Albertine, qui possède des réserves potentielles importantes, n'a pas encore été exploré, même si des concessions ont été accordées depuis dix ans. L'exploration de ces zones est également

[6] J.P. LOPAKA, Séminaire de rédaction de mémoire, Cours enseigné à l'Université Catholique du Congo (U.C.C), 2019.
[7] R. PINTO, *Méthodes en science sociale,* 4ème édition, Paris, éd. Dalloz, 1971, P.99.

contraignante pour des compagnies pétrolières internationales telles que Total et Soco International, en raison de différents problèmes, tels que les préoccupations environnementales et les pressions politiques. Quant au lac Kivu, qui abrite d'importantes réserves de gaz méthane, des accords d'exploitation commune entre la RDC et le Rwanda n'ont pas encore été achevés, même si plusieurs opérateurs étrangers s'y sont montrés intéressés.

2.1.1 Le bassin côtier

2.1.1.1. Cadre géographique

Dans la province du Kongo central, le bassin côtier se situe entre 11°15' et 12°40' de longitude Est et 05° 00' et 06° 05' et 05° 00' et 06°05' de latitude Sud. Elle couvre une superficie de 5.992 km^2, dont 1.012 km^2 en mer et 4.980 km^2 en terre, avec une côte large de 42 km. Il est bordé : par la République du Congo au Nord ; par le fleuve Congo au Sud ; par le socle cristallin à l'Est ainsi que par le Cabinda, la province Angolaise et l'Océan Atlantique à l'Ouest.[8]

Le climat est de type humide tropical. La forêt de Mangrove et la savane boisée forment la végétation. On y trouve une faune d'herbivores et de reptiles. Les routes, les aéroports et les ports sont les principales voies d'accès. Muanda est le chef-lieu du Territoire urbano-rural portant le même nom.

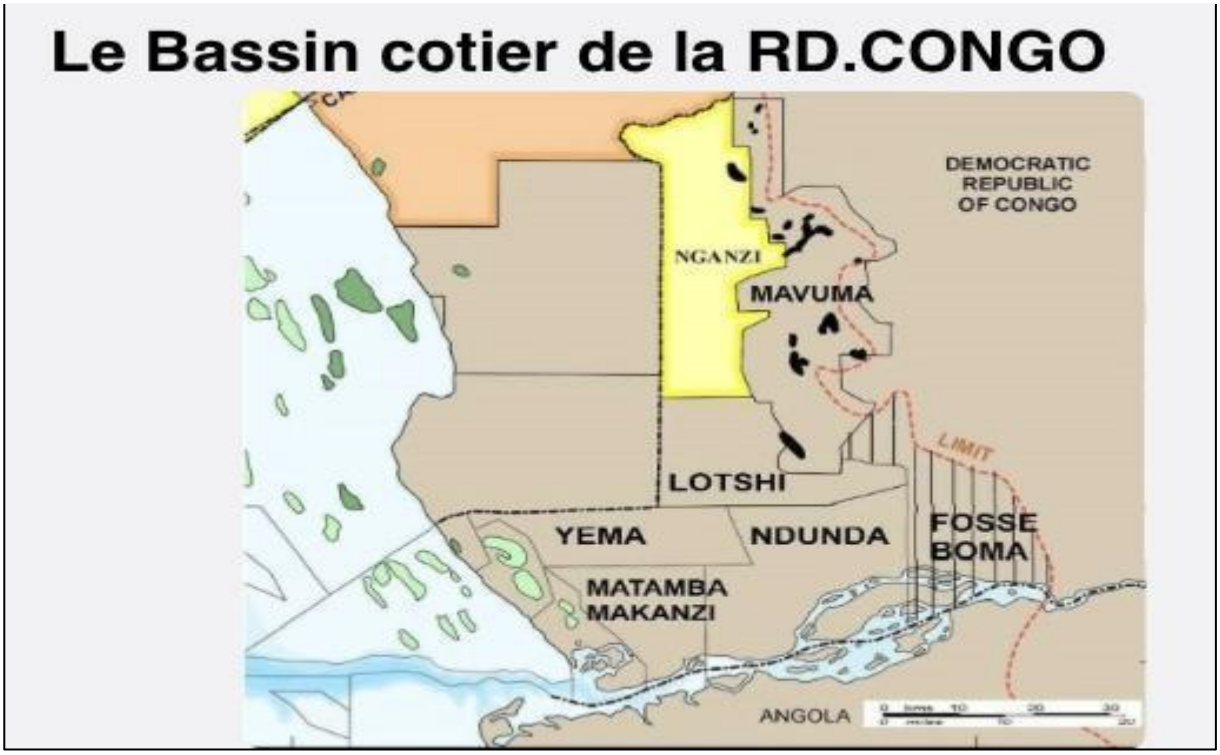


Figure n° 1: Cartographie du bassin côtier de la RDC (Source:https://www.sonahydroc.cd/)

2.1.1.2. Cadre géologique

Le bassin côtier est géologiquement situé dans le cadre des bassins de la marge passive de l'Ouest de l'Afrique. Elle ressemble à l'architecture des pays voisins tels que l'ANGOLA (le Nord de l'Angola et la province de CABINDA) et le CONGO. Il est possible de distinguer deux phases d'évolution structurale : des bassins du Rift continental situés au-dessus du socle métamorphique et avec une architecture en horst, graben et demi-graben, avec une sédimentation confinée et discontinue ; des bassins marins ouverts sur le large, qui ont été affectés par des mouvements « diapiriques » remplis de formation marines avancées[9].

[8] Lu dans https://www.sonahydroc.cd/le 21 avril 2024
[9] Lu dans https://www.sonahydroc.cd/ le 21 avril 2024

Cette transformation s'est déroulée en deux phases :

De la fin du Jurassique à l'Aptien. À cette époque, on observe la formation de horsts, de grabens, de demi-grabens et de sillons. Cette phase est antérieure à l'ouverture de l'océan Atlantique et formée de sédiments Anté-Salifères.

Le socle métamorphique des formations Anté-Salifères est composé de sédiments grossiers, discordants de « Zenze » surmontés de dépôts fluvio-lacustres de « Lucula » dont des grès arkosiques et argileux dans la partie inférieure. Il y a des sédiments palustres et lacustres au-dessus de ces formations, qui sont des argiles de "Bucomazi Moyen" et "Bucomazi Supérieur", qui renferment latéralement des dépôts grossiers de "Toca". Finalement, les argiles gréseuses et les grès de la formation de « Chela » se déposent sur des séries précédentes en discordance.

La couche salifère a été déposée pendant l'Aptien, ce qui divise la série sédimentaire du littoral congolais en deux séquences : l'Antésalifère et le Post-salifère. [10]

De l'Aptien au Tertiaire, l'ouverture de l'Océan Atlantique, les dépôts de sel appelés Formation de « Loeme » et les sédiments marins sont caractéristiques de ce stade. C'est au cours de cette période que la marge continentale a été stabilisée. Des carbonates et des grès argileux de "Pinda" sont présents dans les dépôts marins, avec des épisodes régressifs d'origine continentale de "Vermelha". Des séries d'argiles marines et de marnes, des roches carbonatées et quelques sédiments d'origine continentale, des lentilles de sable, ont été déposés par la mer jusqu'à la fin du Tertiaire.

2.1.1.3. Réserves

Les réserves pétrolières réévaluées de la concession en 2002 sont les suivantes :

- Disponibilité démontrée : 35.197.789 barils
- Potentielles réserves : 21.981.195 barils
- Capacité de stockage : 36.193.539 barils.

Entre 1951 et 1958, les calcaires et les sables asphaltiques de MAVUMA ont été exploités par la Société de Bitume et d'Asphaltes du Congo (SOBIASCO). Ils ont principalement servi à protéger les infrastructures suivantes :

- L'aéroport de MUANDA
- La route BOMA-TSHELA : 120 km
- MUANDA-BANANA : 7 km

Les sables bitumeux forment un banc subhorizontal en bordure de colline d'une épaisseur de 10 à 30 mètres et sont identifiés sur une étendue de 10 à 30 kilomètres. Il y a plusieurs millions de tonnes de sables qui ne sont pas recouverts de manière significative. Ils contiennent différentes quantités de bitume et la moyenne d'exploitabilité a été établie à 15%.

D'après les études sur la possibilité de relancer les exploitations, les résultats économiques sont les suivants :

- La quantité de Bitume produite (procédé Clark Hot Water) a un coût de 134,5 USD/Tonne.
- La rentabilité interne s'élève à 35 %.
- Jusqu'à 550 km de la carrière, la production directe de l'enrobé sans l'extraction du bitume reste compétitive.

[10] Lu dans https://www.sonahydroc.cd/ le 21 avril 2024

2.1.1.4. Potentiel pétrolier dans les rendus de Perenco Rep

D'un point de vue géologique, cette région fait partie intégrante du bassin côtier congolais ; sa géologie pétrolière est similaire à celle mentionnée précédemment. On a identifié de bonnes roches mères (Bucomazi) avec une matière organique provenant du Sel (chlorure de sodium NaCl) et un TOC allant de 4 à 12%.

Les principaux réservoirs sont les sables de Lukula, Bucomazi et Chela dans l'Antésalifère et les sables de Vermelha et du Sel Crétacé dans le Post-salifère. Les recherches menées dans la ZENZE mettent en évidence des conditions favorables pour la maturation des roches-mères. On a repéré de nombreux prospects très intéressants dans la section Pré-salifère, qui représentent de véritables opportunités d'exploration dans cette partie du Bassin Côtier Congolais.

2.1.2. Le bassin de la cuvette centrale

Au cœur du territoire de la République Démocratique du Congo, la Cuvette Centrale se trouve entre les longitudes Est de 16° 30' et 25° 15' et les latitudes de 0° 30' Nord et 4° 30'Sud. Elle englobe les provinces de l'ex Équateur, l'ex Bandundu, les ex Kasaï (Oriental et Occidental), Maniema, une partie de l'ex Province orientale et se termine à l'ouest, au-delà de Kinshasa. La Cuvette se prolonge jusqu'à la République du Congo et à la République Centre Africaine. La Cuvette Centrale, qui couvre une superficie totale de 750 000 km^2, est principalement desservie par le fleuve Congo et ses affluents. Les autres voies d'accès incluent les aéroports et quelques infrastructures routières.

La cuvette centrale est caractérisée par deux types de climat :

- Le climat équatorial est présent au Nord, avec des précipitations abondantes et régulières tout au long de l'année. La faune est composée de la grande forêt équatoriale et de frugivores, de reptiles, de carnivores et d'oiseaux.

- Au Sud, on observe un climat tropical humide, avec une saison pluvieuse prolongée (plus ou moins 9 mois) et une saison sèche courte (plus ou moins 3 mois). La flore est composée de savanes boisées et la faune est composée d'herbivores et de carnivores.

2.1.3. Le bassin de la branche Ouest du Rift Est Africain

Situé au sud de la branche Ouest du rift Est Africain (Figure 2), le bassin du lac Tanganyika a des coordonnées de 3°30' et 9° latitude Sud et 29°04 et 31°30' longitude Est. Il a une superficie de 35 000 km^2, dont 32 500 km^2 pour la partie offshore et 2 500 km^2 pour la partie on shore, et une profondeur maximale de 1470 m. La SONAHYDROC SA a effectué une analyse technique des données en collaboration avec des entreprises privées. [11]

[11] Lu dans https://www.sonahydroc.cd/ le 21 avril 2024

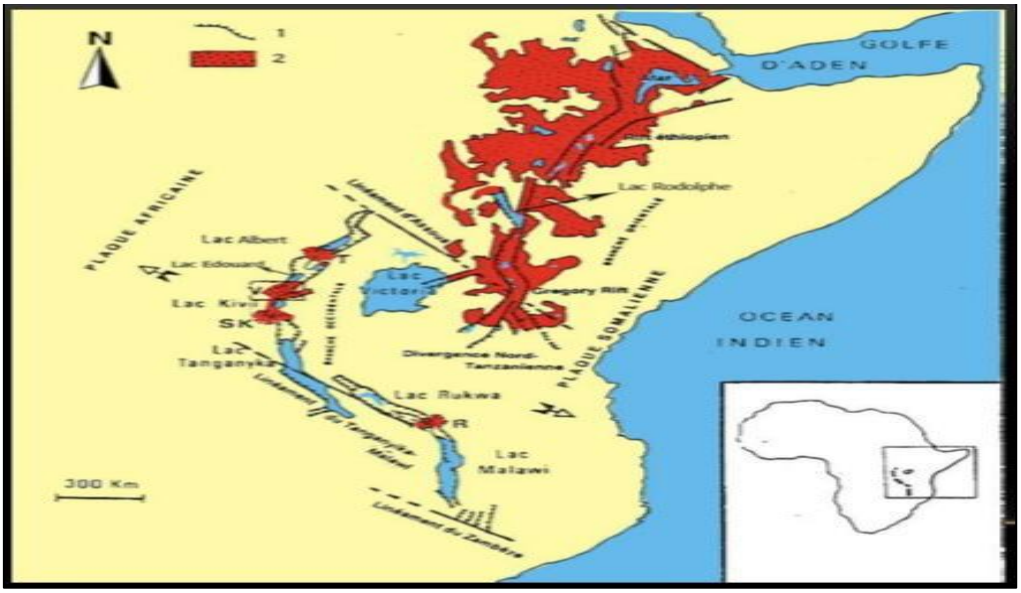


Figure 2: Cartographie du bassin de la branche Ouest du rift Est Africain
(source:https://www.miningreview.com/wp-content/uploads/2014/09/Albert-Ongen.pdf)

2.1.4. Opérateurs pétroliers producteurs en RDC

En RDC, les entreprises productrices de pétrole brut appelées pétroliers producteurs sont régies par des conventions particulières signées avec l'Etat congolais et les différents avenants y relatifs, à savoir :

- La convention du 9 août 1969 régissant la recherche et l'exploitation des hydrocarbures dans la zone maritime de la RDC, signée entre la RDC et CONGO GULF OIL COMPAGNY (CONGULF)
- SOCIETE DU LITTORAL CONGOLAIS (SOLICO) ;
- La convention du 11 août 1969 régissant la recherche et l'exploitation des hydrocarbures dans la zone terrestre de la République Démocratique du Congo, signée entre la RDC et SOCOREP, MOBIL et SHELL.[12]

Les dispositions de la première convention et de ses modifications portent sur l'exploration, l'exploitation (production) et la commercialisation du pétrole brut marin. Chaque groupe regroupe trois catégories d'entreprises de production de pétrole, à savoir :

- **Concessionnaire** : une entreprise pétrolière ou un groupe de sociétés associées à l'État par une convention ou un contrat pétrolier qui leur accorde, pendant une période donnée et sur une certaine superficie, le droit exclusif de rechercher des gisements d'hydrocarbures et, en cas de découverte, le droit exclusif d'exploiter les produits et d'en disposer librement, à condition de respecter certaines obligations techniques, financières et économiques.
- **Arrendataire** : ou **l'amodiataire** est une entreprise qui, grâce à un contrat d'affermage ou d'amodiation, obtient le statut d'exploitant ou de co-exploitant, ainsi que les droits à la production associés, en contrepartie de l'obligation de réaliser ou de financer certaines tâches.

[12] F. BALINTWALI MUGISHO, *Participation des pétroliers producteurs au budget de l'Etat Congolais : « Analyse et Perspective. Période de 2008 à 2010* . Mémoire, Finances publiques, Ecole Nationale des Finances ,2012. [En ligne]

- **Opérateur** : société reconnue par l'État, entité du contractant qui a la responsabilité de superviser les travaux pétroliers conformément au contrat d'association. Il est nécessaire que les deux derniers soient des entreprises affiliées et agréées par l'État.[13]

2.1.4.1. MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY

Egalement connue sous le nom de MIOC, est une entreprise à responsabilité limitée de droit étranger (britannique) active. Son siège social en RDC se trouve au 11ème étage de l'immeuble BCDC, situé sur le boulevard du 30 juin, à Kinshasa/Gombe. Son numéro d'enregistrement en RCCN est CD/KIN/RCCM/14-B-6336, tandis que son numéro d'identification est A 701284 E. En ce qui concerne son objet social, il est connu pour sa contribution à la recherche, à l'exploitation et à la production du pétrole. Il compte parmi ses associés ; ➢ CODAH TRUST COMPANY LIMITED - une société de droit anglais avec une valeur de 9999 livres (soit 99,9%) ; ➢ CODAH SERVICES (RC) Limited - une société de droit anglais avec une valeur de 1 livre, soit 0,1 %. Il convient de rappeler que cette entreprise opère dans le domaine de la joint-venture offshore, avec une participation de 50 %.

2.1.4.2. PERENCO REP SARL

Le siège social de l'entreprise PERENCO REP Sarl, se trouve au 11ème niveau de l'immeuble BCDC, situé sur le boulevard du 30 juin, à Kinshasa/Gombe. C'est une entreprise de droit congolais. Il s'agit du RCCM CD/KIN/RCCM/14-B-3487, du numéro d'identification K02602N et du numéro d'impôt A 0701287H. Il possède un capital social de 894544$, ce qui équivaut à 818403733.,00 CDF au 31/12/2014. La société est partenaire de : ➢ PERENCO REP R.D.C SA 90% ➢ PERENCO PLC 10% .

2.1.4.3. LIREX

La "Société pour le développement pétrolier du littoral congolais", également connue sous le nom de "LIREX", est une entreprise légale du Congo ; elle possède le numéro d'imposition A 0703937 N. Le RCCM numéro CD/KIN/14-B-1772. Le capital social est de 40 000 $.[14]

2.1.4.4. TEIKOKU OIL DRC

Elle possède son siège administratif au 11ème étage de l'immeuble BCDC, situé sur le boulevard du 30 juin, à Kinshasa/Gombe. Il a le numéro d'imposition A 0700398 P. L'objet social de cette société de droit japonais est l'extraction et la production de pétrole.

Tableau n°1. Les affiliations des sociétés pétrolières en offshore et en onshore

OFFSHORE			ONSHORE		
Société mère	Société concessionnaire	Société Affermataire	Société mère	Société concessionnaire	Société affermataire

[13] G. BAKANDEJA wa MPUNGU, Droit *minier et des hydrocarbures en Afrique Centrale, pour une gestion rationnelle, formalisée et transparente des ressources naturelles*, Editions Larcier, 2009, p. 197-235.
[14] E.AKUKILA, *Participation des pétroliers producteurs au budget de l'Etat Congolais : « Analyse et Perspective » de 2018 à 2020,* Mémoire, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université de Kinshasa, 2022.

CHEVRON	Chevron texacon Oil Congo SARL	MUANDA INTERNATIONAL COMPANY 50%	PERENCO REP	SOCOREP	PERENCO REP 54,5455 %
TEIKOKU	TEIKOKU Oil Congo SARL	TEIKOKU Oil Congo (RDC) 32,28 %	SHELL-LIREX	SHELL KINEX	LIREX 45,45 %
UNOCAL	Ste du littoral SARL (solico)	ODS 17,72 %			

Source : Les conventions ONSHORE et OFFSHORE

Les hydrocarbures liquides sont actuellement exploités sur le territoire de Muanda, dans la province du Kongo-Central. Les entreprises qui exercent dans ce domaine sont classées en trois catégories : les entreprises détentrices des droits de recherche et d'exploitation, les entreprises affiliées en contrat d'amodiation et les entreprises légalement autorisées.

Deux lois en vigueur définissent la fiscalité appliquée dans le domaine des hydrocarbures : l'ordonnance loi no 81-013 du 2 avril 1981 et la loi no15/012 du 1 août 2015. La Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) et la Direction Générale des Impôts (DGI) sont responsables des prélèvements fiscaux en offshore et On shore. La loi 15/012 du 01 août 2015 mentionne également les divers régimes fiscaux et les obligations sociales en vigueur dans le domaine des hydrocarbures en RDC, incluant les méthodes de calcul des prélèvements fiscaux et non fiscaux, ainsi que les zones fiscales et les bonus.[15]

2.1.5. Chiffres sur les produits pétroliers en RDC

La taxe des statistiques et les charges d'exploitation sont déduites de 20% du chiffre d'affaires par l'État congolais. La part de la taxe statistique est de 1% du total. La taxe sur la marge distribuable correspond à 40% du chiffre d'affaires déduit de la taxe statistique et des frais d'exploitation. La part du travail sur le revenu représente 20 % desprofits. Les champs exploités en mer sont le 179, appelé Est MIBALE, le 180, appelé LIAWÉNDA-KINKASI et le 191, appelé BANANA-MOANDA par PERENCO REP. La PERENCO REP possède une participation de 5,5% ; LIREX SARL détient une participation de 45%, tandis que PERENCO RDC détient 38,6% et SONAHYDROC détient 6,8%, ce qui représente une participation indirecte de l'État, tandis que l'État congolais a une participation directe de 15%.
De plus, 12,5% de ROYALTY du chiffre d'affaires est perçu par l'État, ce qui constitue une redevance, ainsi qu'un impôt forfaitaire spécial de 40% sur le bénéfice.

Tableau n°2. Décaissements annuels en USD de PERENCO et PARTENAIRE en OFFSHORE et ONSHORE

ANNÉE	PERENCO REP	LIREX	ONSHORE	MIOC	ODS	TKK	OFFSHORE	TOTAL
2012	**95 591**	**80 209**	**175 801**	**131 959**	**85 813**	**43 517**	**261 289**	**437 090**
2013	**93 563**	**77 845**	**171 408**	**137 327**	**90 826**	**45 784**	**273 937**	**445 345**

[15] E.AKUKILA, *Participation des pétroliers producteurs au budget de l'Etat Congolais : « Analyse et Perspective » de 2018 à 2020,* Mémoire, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université de Kinshasa, 2022.

2014	76 613	64 119	140 733	127 343	83 272	38 856	249 471	390 204
2015	43 770	37 103	80 873	59 657	18 311	39 493	117 460	198 333
2016	16 730	13 539	30 269	37 536	6 480	23 950	67 967	98 236
2017	27 027	22 653	49 680	57 951	19 843	40 233	118 027	167 706
2018	42 076	34 677	76 754	45 797	17 102	30 515	93 414	170 168
2019	40 934	34 134	75 068	70 005	23 563	44 827	138 395	213 463
2020	24 567	20 703	45 270	36 301	12 111	23 650	72 062	117 332
2021	53 849	44 778	98 627	91 816	26 355	37 683	155 853	254 480
2022	39 849	32 679	72 529	100 164	43 779	93 085	237 028	309 557

(Source : Direction production de la Sonahydroc SA)

Ces sommes sont régulièrement versées au Trésor public, que ce soit trimestriellement, semestriellement ou annuellement, ce qui empêche l'État congolais de prendre en charge efficacement ce secteur et entraîne souvent une utilisation excessive des sommes pour d'autres besoins.Les produits pétroliers auraient été rapportés en franc congolais respectivement pour les trois dernières années (2022-2024), avec des montants de 394 955 119 801, 615 414 780 874 et 624 146 699 215, comme le montre le tableau ci-dessous. Cela n'a pas d'importance par rapport à ce que nos produits pétroliers auraient donné s'ils étaient fabriqués ici et exportés.

Tableau n°3. Etat des lieux du budget de l'Etat

N°	RECETTES	BUDGET 2022 (EN FC)	BUDGET 2023 (EN FC)	PROJET DE BUDGET 2024 (EN FC)
A	RECETTES INTERNES	14 755 887 850 062	22 786 473 012 183	24 549 863 910 299
I	RECETTES COURANTES	14 755 887 850 062	22 486 473 012 183	23 668 448 742 332
1.1.	Recettes des Douanes et Accises	4 565 868 327 074	4 949 459 787 207	5 788 983 135 860
1.2.	Recettes des Impôts	7 130 987 873 447	13 389 594 177 109	13 572 443 978 350
1.3.	Recettes non Fiscales	2 664 076 529 740	3 532 004 267 020	3 682 874 928 907
1.3.1.	*DGRAD*	2 664 076 529 740	3 532 004 267 020	3 682 874 928 907
1.3.2.	*AUTRES*			
1.4.	Recettes de Pétroliers Producteurs	394 955 119 801	615 414 780 847	624 146 699 215
1.4.1.	*DGI*	124 009 876 833	197 310 786 995	204 042 705 363
1.4.2.	*DGRAD*	270 945 242 968	418 103 993 852	420 103 993 852
II	RECETTES EXCEPTIONNELLES	0	300 000 000 000	881 415 167 967
2.1.	Dons et legs intérieurs courants			
2.2.	Dons et legs intérieurs projets			
2.3.	Remboursements prêts et avances			
2.4.	Produits des emprunts intérieurs	0	300 000 000 000	881 415 167 967
B	RECETTES EXTERIEURES	5 652 442 836 771	7 513 158 672 836	11 919 633 505 936
I	Recettes Extérieures d'Appuis Budgétaires	2 878 115 000 000	2 553 783 542 310	473 267 902 229
1.1	Emprunt Programme	688 983 120 000	1 104 838 039 031	267 168 976 276
1.2.	Dons Budgétaires	624 755 880 000	1 038 491 062 221	206 098 925 953
1.3.	Allocations DTS	1 564 376 000 000	410 454 441 058	
II	Recettes Extérieures de Financement des Investissements	2 774 327 836 771	4 959 375 130 526	11 446 365 603 707
2.1.	Dons Projets	1 759 009 557 332	1 032 445 667 390	7 519 436 140 571
2.2.	Emprunts Projets	1 015 318 279 439	3 926 929 463 136	3 926 929 463 136
	RECETTES TOTALES	20 408 330 686 833	30 299 631 685 019	36 469 497 416 234

(Source : Loi de finances de l'exercice 2024 lu dans https://www.budget.gouv.cd/wp-content/uploads/budget2024/projet/document_num_1_projet_de_loi_de_finances_2024.pdf)

Tableau n°4. Bénéfices tirés du pétrole en % du PIB

Années	Valeurs
2013	1,562
2014	1,057
2015	0,346

2016	**0,307**
2017	**0,660**
2018	**0,783**
2019	**0,629**
2020	**0,359**
2021	**0,650**

Source : Perspective Monde

Les profits du pétrole représentent 1,562% du PIB en 2013, ce qui témoigne d'une certaine dépendance de l'économie congolaise envers le secteur pétrolier. Au fil des années, cette dépendance semble diminuer, avec une forte baisse en 2014 à 1,057% et une tendance à la baisse continue jusqu'en 2016. Toutefois, une légère hausse en 2017 (0,660%) et un sommet en 2018 à 0,783% sont observés avant de baisser en 2019 et 2020. En 2021, les profits du pétrole sont à nouveau assez élevés, représentant 0,650% du PIB. Cela laisse entendre que même si les fluctuations sont présentes, le secteur pétrolier continue de jouer un rôle crucial dans l'économie Congolaise. Il peut aussi souligner les difficultés auxquelles le pays fait face en ce qui concerne la diversification économique et la gestion des ressources naturelle.

Tableau n°5. Coût du pétrole(en cdf)

Date de révision des prix	ESSENCE				PETROLE				GASOIL				FUEL OIL	GPI GAZ	JET A1		
	OUEST	EST	SUD	NORD	OUEST	EST	SUD	NORD	OUEST	EST	SUD	NORD	OUEST	OUEST	OUEST	EST	SUD
2013																	
30 janvier	1370	1590	1640	-	1180	1440	1590	-	1365	1570	1630	-	730	1100	-	-	-
05 février	1370	1590	1640	-	1180	1440	1590	-	1365	1570	1630	-	730	1100	-	-	-
18 avril	1370	1590	1640	-	1180	1440	1590	-	1365	1570	1630	-	887	1100	-	-	-
09 aout	1400	1590	1640	-	1180	1440	1590	-	1390	1570	1630	-	683	1100	-		-
20 novembre	1400	1590	1640	-	1180	1440	1590	-	1390	1570	1630	-	683	1100	-	-	-
2014																	
11 juillet	1475	1590	1640	-	1180	1440	1590	-	1465	1570	1630	-	751	1100	-	-	
01 septembre	1525	1590	1640	-	1180	1440	1590	-	1515	1570	1630	-	687	1100	-	-	
2015																	
26 janvier	1440	1500	1440	-	1100	1350	1400	-	1430	1480	1430	-	466	1050	-	--	
2016																	
29 aout	1490	1500	1440	-	1150	1350	1400	-	1480	1480	1430	-	466	1050	-	-	-
30	154	13	12	-	120	11	11	-	153	13	12	-	461	115	-	-	-

aout 2017	0	20	80		0	80	40		0	30	70			0				
25 février	1615	1380	1340	-	1250	1230	1200	-	1605	1390	1330	-	659	1200	-	-	-	
10 mars	1650	1380	1340	-	1285	1230	1200	-	1640	1390	1330	-	659	1200	-	-	-	
08 juin 2018	1730	1420	1400	-	1340	1260	1255	-	1720	1430	1390	-	703	1250	-	-	-	
26 janvier	1810	1450	1415	-	1400	1290	1260	-	1800	1460	1395	-	705	1300	-	-	-	
19 mars	1890	1510	1485	-	1465	1350	1320	-	1880	1520	1465	-	706	1350	-	-	-	
29 avril	1980	1580	1555	-	1535	1410	1380	-	1970	1590	1530	-	706	1350	-	-	-	
30 septembre	2110	1790	1750	-	1665	1640	1540	-	2100	1800	1740	-	885	1400	-	-	-	
18 novembre 2020	2240	1810	1760	-	1795	1660	1550	-	2230	1820	1750	-	1014	1450	-	-	-	
07 mai	1995	1500	1390	-	1420	1400	1300	-	1985	1540	1450	-	1091	2824	-	-	-	
12 aout	1995	1950	1820	1800	1430	1630	1700	1500	1985	1970	1920	1850	1148	3242	1519	1991	2052	
2021																		
28 juillet	1995	2150	2100	1880	1430	1860	1870	1550	1985	2110	2260	1900	1301	3242	1575	2416	2277	
2022																		
21 janvier	-	2450	-	-	-	1950	-	-	-	2400	-	-	-	-	-	-	-	
22 janvier	-	-	2495	-	-	-	2050	-	-	-	2495	-	-	-	-	-	-	
26 janvier	2095	-	-	2450	1700	-	-	1950	2085	-	-	2400	1462	4053	-	-	-	
16 avril	2195	2650	2695	-	1800	2150	2250	-	2185	2650	2690	-	-	-	-	-	-	
30 mai	2345	2800	2845	2800	1950	2300	2400	2300	2335	2750	2840	2750	-	-	1725	2566	2427	
07 juillet	2495	3100	3145	3100	2100	2600	2700	2600	2485	3050	3140	3050	1462	4053	1875	2866	2727	
16 septembre	2695	3400	3345	3400	2300	2750	2850	2750	2685	3350	3335	3350	-	-	2075	3016	2877	
28 novembre	2895	3400	3345	3400	2450	2900	3000	2900	2845	3450	3485	3450	-	-	2855	2952	3110	

(Source : Rapport annuel de la Banque Centrale du Congo 2022)

En 2022, le coût du pétrole a presque doublé dans toutes les régions par rapport à 2013. En 2022, le prix du gasoil a presque doublé dans toutes les régions par rapport à 2013. En juillet 2022, le prix du carburant a également augmenté de deux fois par rapport à 2013. En juillet 2022, le prix du GPI gaz a considérablement augmenté, passant de 1100,0 à 4053,21. En revanche, le prix du jet A1, qui n'a commencé à être consommé qu'en août 2020, n'a augmenté que de 60,4% par rapport au prix de 2012 à l'ouest, 1991,3 à l'est et 2052,1 au sud. En 2022, quatre révisions des prix à la pompe ont été effectuées, principalement en raison de l'évolution du Prix Moyen Frontière Commercial (PMFC), qui a connu des fluctuations au-delà du seuil requis de 5 s %. Il convient de souligner que les autres paramètres ont été maintenus constants, tels que le taux de change et le volume effectué.

Quatre changements ont eu lieu en 2022 à la suite de l'évolution du Prix Moyen Frontière Commercial (PMFC) en raison de l'instabilité du cours moyen mensuel du Brent, qui s'est établi à 80,9 $/b à la fin de décembre 2022, tandis que l'année 2021 n'avait connu qu'une seule variation. De cette manière, lors de la dernière modification effectuée le 28 novembre 2022 pour l'exercice en cours, les tarifs des carburants à la pompe ont été fixés de la manière suivante : Dans la région de l'Ouest, le prix du litre d'essence et de gasoil SE n'a pas connu d'augmentation par rapport à la dernière modification effectuée en 2020, avec des prix respectivement de 1.995 CDF, 1.430 CDF et 1.985 CDF.
Le litre d'essence au Sud est passé de 1.820 CDF à 2.100 CDF, le pétrole de 1.700 CDF à 1.870 FC et le gasoil de 1.920 CDF à 2.260 CD. À l'Est, le litre d'essence avait augmenté de 1.950 FC à 2.150 CDF, le pétrole de 1.630 CDF à 1.860 CDF et le gasoil de 1.970 CDF à 2.110 CDF. La hausse du prix du baril a entraîné diverses variations des prix du carburant à la pompe à l'échelle nationale, ce qui a eu un impact négatif sur le pouvoir d'achat de la population. De plus, la guerre dans l'Est de la République a eu des conséquences néfastes sur l'offre, en diminuant la capacité productive de cet espace du pays.

SECTION 2. PRÉSENTATION DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE

2.2.1 Secteur réel

Les principales transformations de l'économie congolaise entre 1989 et 2020 ont eu lieu pendant trois périodes différentes. En premier lieu, de 1989 à mai 1997, le pays a connu une baisse de la croissance économique, une perte de richesses et une inflation excessive. L'instabilité économique et politique pendant cette période a eu des répercussions néfastes sur l'économie du Congo. Par la suite, à partir de mai 1997 et jusqu'en 2001, le pays a connu une période de déflation et d'inflation excessive. La stabilité économique du pays a été impactée par une instabilité monétaire et des pressions inflationnistes pendant cette période. Finalement, entre 2002 et 2023, la croissance économique a repris et l'inflation a été maîtrisée.

Durant cette période, des réformes économiques ont été mises en place afin de stabiliser l'économie du Congo et de promouvoir la croissance. En dépit de quelques obstacles, le pays a réussi à surmonter les crises antérieures et à renouer avec une croissance économique plus stable.

L'échec de la Conférence Nationale a entraîné des conflits armés qui ont eu des conséquences dramatiques sur la société et l'économie congolaise. Durant cette période, le PIB réel a connu une baisse moyenne de 4,5%, tandis que l'inflation a atteint une moyenne de près de 2 000%. L'incidence sur la population a été catastrophique, avec une moyenne de 80% de pauvreté et un taux de chômage de 84%. Un programme de reconstruction nationale a été instauré par le nouveau gouvernement et a cherché à améliorer la situation économique et financière du pays, qui avait 7 milliards d'euros de dette au Club de Paris. Il y a eu des réformes, dont la réforme monétaire qui a introduit le franc congolais. Toutefois, l'économie a traversé une période de ralentissement.

L'économie congolaise a connu une nouvelle chute importante en août 1998, à la suite de l'hyperinflation provoquée par la guerre imposée à la RDC par ses voisins. Pour financer la guerre, le gouvernement a utilisé des avances de la Banque Centrale, ce qui a fortement affaibli la valeur du franc congolais par rapport au dollar

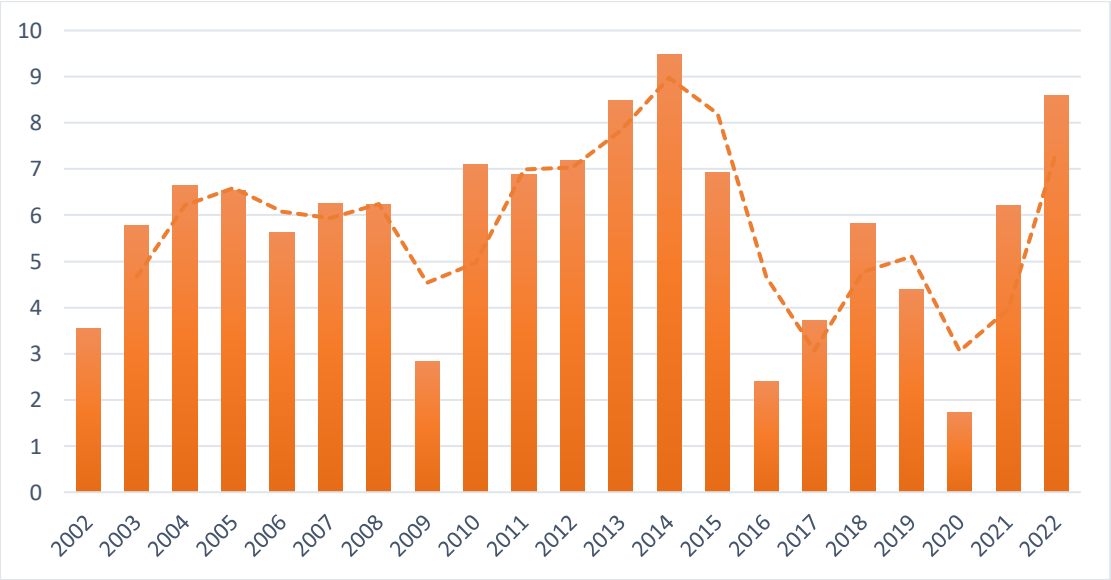
américain. Le taux de change a été maintenu stable par le gouvernement sur le marché officiel, tandis que sur le marché noir, il était variable. Au cours de cette période, la gestion des finances publiques a été un échec et les relations avec les partenaires financiers internationaux comme la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International ont été tendues.

2.2.2 Période de croissance

La coopération multilatérale et bilatérale a repris durant cette période, tout en mettant en place des politiques économiques conjoncturelles restrictives et des réformes structurelles de première génération. Il y avait des réformes telles que des collaborations dans le domaine minier, la création d'un guichet unique au port de Matadi et l'amélioration de la chaîne de paiement. On a pu constater les résultats de ces mesures en contrôlant l'hyperinflation, en renforçant la croissance économique, en réduisant le chômage et la pauvreté.

De 2002 à la fin décembre 2020, l'économie de la RDC a connu une politique économique traditionnelle et des résultats positifs liés aux réformes mises en place. Grâce à ces réformes, de nombreux investissements ont été atteints dans les domaines miniers et autres, ce qui a favorisé la croissance économique. L'économie congolaise a connu une période décisive pendant cette période, avec une croissance économique ayant atteint un maximum de 9,5 % en 2014 (Figure n°3), une baisse des fluctuations des prix intérieurs et une amélioration de l'équilibre des affaires. Mais en 2016, la croissance a ralenti à près de 2,5% du PIB en raison de la diminution des prix des matières premières et des revenus des entreprises minières

Figure n° 3. Taux de croissance économique en RDC de 2002 à 2022



Source : Elaboré à partir de rapports annuels de la BCC

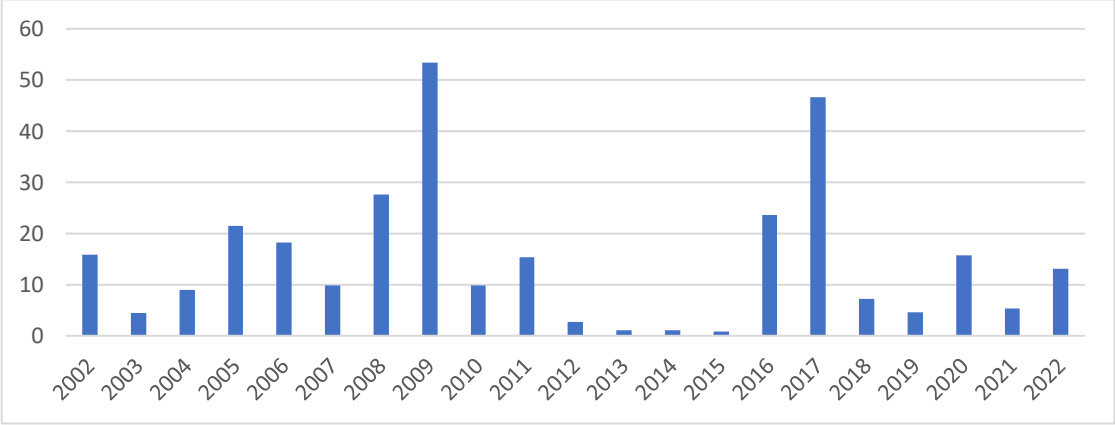
Le taux de croissance économique de la République démocratique du Congo a connu des périodes de hausse et de baisse entre 2002 et 2022 (Figure n°3), reflétant ainsi les difficultés auxquelles le pays a été confronté pendant cette période. Début 2000, le pays sortait d'une période d'instabilité caractérisée par des guerres et une mauvaise gestion économique. Cela a entraîné un ralentissement économique, voire des taux de croissance négatifs dans certaines situations. Mais l'arrivée du gouvernement de transition en 2003 a été le point de départ de réformes économiques pour stabiliser le pays et encourager la croissance.

La RDC a enregistré des taux de croissance positifs à partir de 2004, principalement grâce à l'essor de la production minière, notamment dans le domaine du cuivre. Le pays a également commencé à accueillir des investissements étrangers, ce qui a favorisé la croissance économique. Le taux de croissance a atteint son

maximum en 2007, à près de 7%. Cependant, le ralentissement économique du pays a commencé à partir de 2008, en partie en raison de la crise financière mondiale qui a affecté les exportations et les investissements. De plus, le développement économique a été freiné par des problèmes internes tels que la persistance de l'insécurité dans certaines régions, la corruption et la faiblesse des institutions étatiques.
Depuis cette période, la croissance économique a connu des variations, soulignant ainsi la vulnérabilité du pays face aux perturbations internes et externes. On a pu constater des périodes de reprise économique, avec une diversification des secteurs économiques et une augmentation des investissements étrangers dans des secteurs tels que l'agriculture, l'énergie et les infrastructures. En 2014, la croissance économique de la RDC a atteint environ 9 %, principalement grâce à l'essor de la production minière et à l'augmentation des investissements. Toutefois, le pays a également fait face à des difficultés importantes telles que la fluctuation des prix des matières premières, les conflits armés persistants, les manques d'infrastructures et la corruption généralisée, ce qui restreint sa capacité à maintenir une croissance économique stable et à en tirer pleinement parti sa population.

2.2.3 Secteur monétaire

Figure n° 4. Taux d'inflation en RDC de 2002 à 2022



Source : Elaboré à partir de rapports annuels de la BCC

En ce qui concerne le secteur monétaire, les objectifs intermédiaire et opératoire ont été dépassés par rapport à leurs objectifs respectifs, mais l'objectif final a été atteint avec un taux d'inflation de 13% (Figure n°4), inférieur à la cible de moyen terme de 17%. Grâce à cette politique monétaire prudente, la stabilité du cadre macroéconomique a été préservée, ce qui a conduit à une diminution du taux directeur de la Banque Centrale de 14% à 9%. En revanche, les coefficients de la réserve obligatoire sont demeurés les mêmes.

Le taux d'inflation en République Démocratique du Congo a connu une grande fluctuation entre 2002 et 2022, passant de périodes d'inflation élevée à des périodes de stabilité relative. La principale cause de cette instabilité a été des éléments économiques, politiques et sociaux. La RDC a traversé une période difficile au début des années 2000, caractérisée par une instabilité politique et des conflits armés, ce qui a conduit à une hyperinflation avec des taux parfois supérieurs à 500 %.

De 2003 à 2008, la croissance économique de la RDC a été soutenue par l'augmentation de la production minière, ce qui a permis de réduire le taux d'inflation à un chiffre. Toutefois, à partir de 2009, la République démocratique du Congo a été confrontée à des bouleversements économiques tels que la crise financière mondiale et la baisse des prix des matières premières, ce qui a entraîné une nouvelle augmentation du taux d'inflation. Bien que des mesures de contrôle de l'inflation aient été mises en œuvre, la période récente de 2016 à 2022 a été caractérisée par une augmentation importante de l'inflation, principalement en raison de l'augmentation des prix des produits de base et des conséquences de la pandémie de COVID-19.

3 ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DE L'EXPLOITATION DU PÉTROLE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RDC

SECTION 1. PRÉSENTATION DES DONNÉES, SPÉCIFICATION DU MODÈLE ET MÉTHODOLOGIE ÉCONOMÉTRIQUE

3.1.1 Présentation de la méthodologie économétrique

Nous utilisons la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) pour estimer les paramètres de notre analyse, en utilisant le logiciel EVIEWS10. La méthode des moindres carrés repose sur la détermination des valeurs des estimateurs qui réduisent au minimum la somme des carrés des erreurs. Les estimateurs des MCO se distinguent par deux caractéristiques essentielles. L'objectif principal d'un estimateur est d'être sans biais, c'est-à-dire que son espérance soit égale au paramètre « vrai ». Par la suite, il est nécessaire d'être convergent, c'est-à-dire que lorsque la taille de l'échantillon « n » augmente, le risque de se tromper diminue, ce qui conduit à une tendance vers les valeurs réelles de la population.

Toutefois, en présence de données temporelles, il faut d'abord vérifier la stationnarité des séries (si la moyenne et la variance sont demeurées constantes). De plus, afin de garantir la fiabilité des estimations obtenues par les MCO, il est essentiel de respecter plusieurs hypothèses, telles que la normalité des erreurs, l'homoscédasticité des erreurs et l'autocorrélation des erreurs.

3.1.1.1. Tests statistiques

Ces épreuves sont utilisées afin de vérifier la qualité des paramètres estimés ainsi que celle du modèle prédéterminé. Il s'agit alors du test des paramètres (test de l'étudiant) et du test de la validité du modèle (test de Fischer).

a. Test de Student

Ce test vise à vérifier si le paramètre estimé est significatif dans le modèle en fonction de l'individualité. Avant d'y réfléchir, les hypothèses suivantes sont émises :

Si la valeur absolue de « t » est inférieure à 2, le paramètre n'est pas significatif car cela signifie que α_i=0 et donc il n'a pas de signification. Par ailleurs, il est nécessaire que la probabilité associée à ce test soit supérieure à 0,05 ; H1 : si la valeur « t » est supérieure ou égale à 2, le paramètre est significatif car cela signifie que α_i≠ 0 donc il est significatif. Encore une fois, il est nécessaire que la probabilité associée à ce test soit inférieure à 0,05.

b. Test de Fisher

Ce test est utilisé afin de vérifier la validité globale du modèle et les hypothèses suivantes sont émises en premier lieu :

Le modèle n'est pas valide si α_1 = α_2 = α_3 =⋯ = α_i = 0 (donc R^2 = 0) ; α_1 = α_2 = α_3 =⋯ = α_i ≠ 0 (donc R^2 ≠ 0) : Le modèle est en général valide. La construction de ce test repose sur la comparaison de la statistique calculée de FISHER.[16]

[16]Hamisultane, Hélène, Économétrie, Licence, France, [En ligne], https://halshs.archives-ouvertes.fr/cel-01261163

3.1.1.2. Tests économétriques

a. Test de normalité des erreurs

Il est nécessaire que les erreurs soient réparties conformément à une loi normale. Cette hypothèse est testée à l'aide du test de Jarque-Bera qui est formulé de la façon suivante : JB=[s2σ+ (K−3)224] En formulant les suppositions suivantes :

- HO : x est conforme à une loi normale [(m,)] ;
- H1 : x n'est pas conforme à une loi normale [(m,)].

HO est admis si la probabilité liée à la statistique de JB dépasse 0,05.

NB : Après ces divers tests, il est nécessaire que les résultats soient tels qu'il n'y ait pas d'autocorrélation des erreurs, que la variance des erreurs soit homoscédastique et que l'échantillon présente une distribution normale.

b. Test d'autocorrélation des erreurs

En cas de violation de cette hypothèse, l'estimateur des moindres carrés de la matrice de variance-variance de B est altéré. Les tests de DURBIN « h » sont utilisés car le modèle est un modèle de retard, ainsi que le test L.M. de BREUSH Geoffrey en utilisant les hypothèses suivantes :

- HO : εt∗εt−1 = 0 Aucun lien autocorrélatif.
- H1 : εt∗εt−1 est différent de 0. L'autocorrélation existe.

c. Test d'hétéroscédasticité des erreurs

Lorsque var (εt) est différent de δ^2, cette hypothèse est violée. Dans cette situation, l'estimateur des moindres carrés B est non biaisé mais inefficace, tandis que l'estimateur des moindres carrés δ^2 est biaisé. On utilise le test de WHITE et celui de ARCH pour vérifier cela en utilisant les hypothèses suivantes :

- H0 : Homoscédasticité ;
- H1 : Hétéroscédasticité.

Lorsqu'on applique les deux tests, on considère H0 si la probabilité liée à ces tests dépasse 0,05.
Les données utilisées, le traitement préalable des données, la présentation de la méthode MCO (Moindre Carré Ordinaire) et la stratégie d'estimation du modèle empirique sont présentés de manière chronologique dans cette section.[17]

3.1.2 Présentation des données utilisées

Dans cette étude, les informations utilisées sont principalement issues des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo et de la Banque mondiale. Ces événements ont une durée annuelle et se déroulent de 2013 à 2022. Des analyses et des tests sont effectués sur ces données pour obtenir des résultats qui permettront de résoudre le problème soulevé dans la problématique.

[17]Hamisultane, Hélène, Économétrie, Licence, France, [En ligne], https://halshs.archives-ouvertes.fr/cel-01261163

3.1.3 Choix des variables et sources des données

Le tableau suivant présente les variables prises en considération dans le modèle. De plus, il expose leurs mesures ainsi que les diverses sources de données employées. Les signes attendus des variables après l'estimation du modèle sont également présentés dans le tableau.

Tableau n°6. Mesure des variables

Variables	Explications	Fonction	Signes attendus	Source
Taux de croissance économique (TCE)	Traduit la performance économique d'un pays. Il donne la possibilité de mesurer la fluctuation de la production de biens et services au cours d'une période spécifique. Pour la RDC, il est essentiel d'utiliser le taux de croissance économique afin d'évaluer l'influence de l'exploitation du pétrole et des autres ressources naturelles sur la croissance économique du pays.	Variable dépendante.		Rapport BCC
Prix du litre du pétrole (PRIX)	Dans le cadre de l'exploitation des ressources naturelles en RDC, le prix du pétrole joue un rôle essentiel en raison de son importance capitale dans l'économie mondiale. Il est possible que les variations du prix du pétrole aient des conséquences significatives sur les revenus et les profits générés par l'exploitation pétrolière dans le pays. Il est donc primordial de prendre en compte cette variable afin de saisir son influence sur le développement économique de la RDC (exprimé en CDF).	Variable indépendante	+	Rapport BCC
Bénéfices tirés du pétrole (BPETROL)	Les profits du pétrole et des autres ressources naturelles sont également des variables essentielles à analyser dans le cadre du mémoire, car ils peuvent représenter des revenus conséquents pour le gouvernement et les entreprises impliquées dans l'extraction et l'exploitation des ressources naturelles et contribuer de façon significative à la croissance économique du pays, à condition que ces profits soient gérés de façon efficace et juste.(exprimé en pourcentage du PIB)	Variable indépendante	+	Banque mondiale
Bénéfices tirés des ressources naturelles (BRESSNAT)		Variable indépendante	+	Banque mondiale

Source : Elaboré par l'auteur sur base de la théorie économique.

NB : D et un opérateur de différence utilisée pour la stationnarisation des séries selon la méthode de différence.
On a choisi ces variables en raison de leur importance pour expliquer les performances économiques observées dans l'exploitation du pétrole, en se basant sur diverses études théoriques et empiriques.

3.1.4 Analyse descriptive des variables de l'étude

Les statistiques descriptives pour chaque variable se présentent de la manière suivante, en se basant sur le tableau ci-dessous :

Tableau n°7. Quelques mesures des statistiques descriptives

	TCE	PRIX	BPETROL	BRESSNAT
Mean	5.805900	1410.780	0.729400	23.33980
Median	6.010500	1403.300	0.655000	22.56450
Maximum	9.470000	1758.100	1.562000	38.82700
Minimum	1.735000	1236.600	0.307000	12.75000
Std. Dev.	2.606059	148.0210	0.369616	7.365189
Jarque-Bera	2.757805	7.172069	5.463383	2.993915
Probability	0.251855	0.027708	0.065109	0.223810
Observations	40	40	40	40

Source : Elaboré par l'auteur à partir des analyses sur le logiciel Eviews10.

D'après l'analyse des différentes mesures, il est possible de constater que la croissance économique a une moyenne de 5.80, avec un écart type de 2.60, ce qui suggère une certaine fluctuation des informations. La valeur moyenne du prix du litre du pétrole est de 1410.78, avec un écart type de 148.02, ce qui laisse également entendre une certaine fluctuation des prix. La moyenne des profits du pétrole est de 0,72, avec un écart type de 0,36, tandis que la moyenne des profits des ressources naturelles est de 23,33, avec un écart type de 7,36.

On fournit également les valeurs médianes des variables, ce qui indique la valeur centrale des données. L'amplitude des données est illustrée par les valeurs maximales et minimales, allant de 1.735 à 9.470 pour le taux de croissance économique, de 1236.60 à 1758.10 pour le prix du pétrole, de 0.307 à 1.562 pour les bénéfices tirés du pétrole et de 12.750 à 38.827 pour les bénéfices tirés des ressources naturelles. Finalement, on utilise le test de Jarque-Bera afin de vérifier si les variables sont en distribution normale. Les conclusions montrent que certaines variables, telles que le prix du pétrole et les profits tirés du pétrole, présentent une forte probabilité de ne pas suivre une distribution normale, ce qui peut avoir des conséquences sur les analyses futures.

Tableau n°8 : Corrélation des variables

Correlation				
Probability	TCE	PRIX	BPETROL	BRESSNAT
TCE	1.000000			

PRIX	0.377024	1.000000		
	0.0165	-----		
BPETROL	0.731084	0.330536	1.000000	
	0.0000	0.0372	-----	
BRESSNAT	0.487197	0.073945	0.331565	1.000000
	0.0014	0.6502	0.0366	-----

Selon l'analyse de corrélation, il ressort que le taux de croissance économique est corrélé de manière positive avec les profits tirés du pétrole, avec une corrélation de 0.73. Cela laisse entendre que lorsque les profits du pétrole augmentent, le taux de croissance économique tend également à augmenter. Il existe une relation positive entre le taux de croissance économique et les profits des ressources naturelles, avec une corrélation de 0.49, ce qui suggère une relation plus faible que celle avec les profits du pétrole. Toutefois, il y a une faible corrélation entre le taux de croissance économique et le prix du litre du pétrole, à seulement 0.38, ce qui laisse entendre que le prix du pétrole n'a pas autant d'influence sur le taux de croissance que les profits directs du pétrole.

En résumé, ces résultats laissent entendre que l'exploitation des ressources naturelles, notamment du pétrole, peut être avantageuse pour le développement économique en RDC, mais que le prix du litre du pétrole lui-même n'est pas un élément clé de la croissance économique. Il est ainsi essentiel de mettre l'accent sur l'exploitation optimale des ressources naturelles afin de maximiser les profits et stimuler le développement économique du pays.

3.1.5 Spécification du modèle

Les modèles jouent un rôle essentiel dans l'analyse économique. Ils offrent la possibilité de raisonner dans un contexte de cohérence comptable et de prendre en considération toutes les interactions d'une économie. Différents modèles existent, chacun répondant à des objectifs distincts. Il est donc crucial de sélectionner un modèle très adapté pour atteindre l'objectif visé par notre étude. Dans cette analyse, nous avons utilisé le modèle économétrique traditionnel (les Moindres Carrés Ordinaires MCO).

Souvent, l'étude des phénomènes économiques implique la prise en considération de plusieurs variables explicatives. Cela entraîne l'emploi du modèle de régression multiple, une variante du modèle de régression simple où plusieurs variables explicatives sont incluses. En économétrie, les variables économiques sont souvent supposées aléatoires, à la différence du modèle purement mathématique d'un phénomène économique. Autrement dit, la valeur constatée du phénomène économique est en partie attribuable au hasard. Par conséquent, afin de prendre en considération les relations imprécises entre les variables, l'économétrie apporte une modification au modèle purement mathématique en y ajoutant le concept d'aléa. La formulation suivante est obtenue en augmentant le modèle :

$$TCE_t = \beta_1 + \beta_2 PRIX_t + \beta_3 BPETROL_t + \beta_4 BRESSNAT_t + \mu_t$$

Avec :
TCE_t : La variable endogène ;
$PRIX_t$; $BPETROL_t$ *et* $BRESSNAT_t$: Les variables explicatives ;
μ_t : Le terme d'erreur ;
β_1 : est le terme constant du modèle et
β_2 ; β_3 **et** β_4 : les paramètres inconnus que l'on se propose d'estimer.

Dans notre équation fonctionnelle initiale (qui représente réellement le cœur d'un modèle théorique ou quantitatif en formulant les propositions que l'on peut vérifier empiriquement), nous sommes exactement confrontés à une relation de comportement entre les variables. Le rapport de comportement repose à la fois sur des raisonnements théoriques et/ou sur l'exploitation directe des données statistiques dans le domaine économique.

SECTION 2. ESTIMATION DU MODÈLE, PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ET DISCUSSION DES RÉSULTATS OBTENUS

3.2.1 Estimation du modèle

3.2.1.1. Etude de la stationnarité des séries

Il est essentiel d'analyser la stationnarité avant d'étudier les séries temporelles ou d'estimer les moindres carrées ordinaires afin d'éviter des régressions erronées. Afin d'accomplir cela, nous avons utilisé le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF), en supposant que les séries sont influencées par une tendance linéaire et que les erreurs sont réciproquement corrélées (le test concerne des modèles autorégressifs). Les résultats du test de la racine unitaire sont présentés dans le tableau n°9 ci-après :

Tableau n°09. Résultats de tests de racine unitaire des séries

Variables	En différence			Modèle	Ordre d'intégration
	ADF	**VCM (5%)**	**Décision**		
TCE	-6,00	-2,94	S	1	I (1)
PRIX	-6,07	-2,94	S	1	I (1)
BPETROL	-6,67	-2,96	S	1	I (1)
BRESSNAT	-5,63	-2,96	S	1	I (1)

Source : Auteur, nos calculs à l'aide du logiciel Eviews10.
Note : S : Stationnaire, I(k) : Intégré d'ordre k, D : Décision

Ce tableau présente les résultats des tests de racine unitaire concernant les variables taux de croissance économique, Prix du pétrole, Bénéfices provenant du pétrole et Bénéfices provenant des ressources naturelles. Toutes les variables sont stables à un niveau de signification de 5 %, comme le montrent les résultats. Cela signifie que les séries sont intégrées d'ordre 1, ce qui signifie qu'il existe une relation de long terme entre ces variables.
En d'autres termes, ces résultats suggèrent que les bénéfices du pétrole et des ressources naturelles, ainsi que le coût du pétrole, jouent un rôle majeur dans le taux de croissance économique. Ainsi, ces variables peuvent jouer un rôle crucial dans l'analyse de la croissance économique d'un pays.

3.2.1.2. Estimation des moindres carrés ordinaires

Tableau n°10. Résultats de l'estimation des moindres carrés ordinaires (MCO)

Dependent Variable: TCE				
Method: Least Squares				
Date: 07/21/24 Time: 13:32				
Sample: 2013Q1 2022Q4				
Included observations: 40				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-3.576394	2.692818	-1.328124	0.1925
PRIX	0.002874	0.001904	1.509411	0.1399
BPETROL	4.115967	0.806069	5.106220	0.0000
BRESSNAT	0.099629	0.038283	2.602428	0.0134
R-squared	0.625510	Mean dependent var		5.805900
Adjusted R-squared	0.594302	S.D. dependent var		2.606059
S.E. of regression	1.659914	Akaike info criterion		3.946048
Sum squared resid	99.19129	Schwarz criterion		4.114936
Log likelihood	-74.92096	Hannan-Quinn criter.		4.007112
F-statistic	20.04355	Durbin-Watson stat		0.392979
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : Elaboré par l'auteur à partir des analyses sur le logiciel Eviews10.

3.2.2 Présentation des résultats

Les résultats de l'estimation des moindres carrés ordinaires dans ce tableau illustrent la corrélation entre le taux de croissance économique (TCE) en République Démocratique du Congo et des variables indépendantes telles que le prix du litre du pétrole (PRIX), les bénéfices tirés du pétrole (BPETROL) et les bénéfices tirés des ressources naturelles (BRESSNAT).

Les variables indépendantes ont des coefficients qui témoignent de leur impact sur le taux de croissance économique. Le coefficient des bénéfices tirés du pétrole (BPETROL) est de 4.11, ce qui indique qu'une augmentation des bénéfices tirés du pétrole est liée à une croissance économique significative.

En outre, le coefficient des bénéfices tirés des ressources naturelles (BRESSNAT) est de 0,09, ce qui témoigne également d'une influence positive sur le taux de croissance économique. D'autre part, le coefficient du prix du litre du pétrole (PRIX) est de 0.002, ce qui suggère une influence moins importante sur le taux de croissance économique. Les variables indépendantes sont responsables d'environ 62,5% de la variation du taux de croissance économique, selon le R-carré de 0.625510.

Ce résultat est similaire avec celui [18] qui a trouvé que le réajustement à la hausse des prix des produits pétroliers entraine la résurgence des tensions inflationnistes, la baisse de la croissance de l'activité économique et la dépréciation du taux de change. Cette dernière entraine à son tour la hausse des prix des produits pétroliers. Dans ces conditions, la RDC doit réduire sa dépendance aux importations des produits pétroliers pour en limiter l'impact sur la situation macroéconomique.

En ce qui concerne l'économie, cela laisse entendre que l'exploitation des ressources naturelles, notamment du pétrole, peut jouer un rôle crucial dans le développement économique de la RDC. Les profits obtenus grâce à ces ressources favorisent la croissance économique du pays. Néanmoins, il est primordial de mettre en œuvre des politiques performantes afin d'assurer une utilisation efficace de ces avantages afin de favoriser un développement économique durable et inclusif.

4 CONCLUSION GÉNÉRALE

Nous voici arrivée au terme de notre mémoire sanctionnant notre parcours académique qui s'est intitulé : « L'exploitation des ressources naturelles au service du développement économique de la RDC : Le cas du pétrole ».

Signalons que la RDC est l'un des pays les plus riches au monde en termes de ressources naturelles mais sa population est pauvre et elle ne connait pas de développement du fait que son économie repose essentiellement sur l'exploitation des minerais pour financer le budget de l'Etat. Les revenus générés par le secteur minier ne suffisent plus à répondre aux besoins de la nation ce qui suggère que le pays devrait tourner vers d'autres ressources, notamment le pétrole qui se trouve dans son sous-sol.
A ce jour, la RDC n'exploite que 4,5% de son potentiel en hydrocarbures. Il est donc impératif de faire du secteur pétrolier l'un des piliers du développement et de la croissance économique de la RDC.

Cette problématique nous amène donc à la recherche des réponses aux questions suivantes :

- Quelle est la contribution de l'exploitation du pétrole au développement économique de la RDC ?

[18] LUWANSANGU MUHETA, P., SAMBU SAMBU, J., TEKILASAYA KAVUNZUC, F., «Impact de l'ajustement des prix des produits pétroliers sur la situation macroéconomique en République Démocratique du Congo», Revue "Repères et Perspectives Economiques" [En ligne], Vol. 7, N° 1 / mars 2023, mis en ligne le 31 mars 2023.

- Quels sont les avantages et les inconvénients de l'exploitation du pétrole en RDC pour les communautés locales ?
- Quelles sont les perspectives d'avenir pour l'exploitation du pétrole en RDC et son impact sur le développement économique du pays ?

L'objectif général poursuivi dans cette étude était de de prouver que le secteur pétrolier mérite autant d'attention que les autres secteurs clés de l'économie de la RDC en raison de son énorme potentiel et de sa capacité à générer des revenus importants pour l'État. Eu égard de cette situation, nous avons émis les hypothèses selon lesquelles :

- La contribution de l'exploitation du pétrole au développement économique de la RDC serait peu significative en raison du faible taux d'exploitation du potentiel en hydrocarbures ;
- L'exploitation du pétrole en RDC présente à la fois des avantages et des inconvénients pour les communautés locales ; qui seraient : d'un côté, elle pourrait créer des emplois, améliorer les infrastructures et stimuler d'autres secteurs de l'économie locale ; et de l'autres coté Cependant, cela pourrait également entraîner le déplacement des communautés locales, la pollution environnementale, des problèmes de santé et une dépendance économique.
- Les perspectives d'avenir pour l'exploitation du pétrole en RDC pourraient être prometteuses si les réformes sont mises en œuvre et si les défis liés à l'environnement, à la corruption et à la transparence sont gérés de manière adéquate. L'industrie pétrolière pourrait jouer un rôle clé dans le développement économique de la RDC, en fournissant des revenus et des emplois.

De nos analyses il ressort que l'exploitation des ressources naturelles, notamment du pétrole, peut jouer un rôle crucial dans le développement économique de la RDC. Les profits obtenus grâce à ces ressources favorisent la croissance économique du pays. Néanmoins, il est primordial de mettre en œuvre des politiques performantes afin d'assurer une utilisation efficace de ces avantages et ainsi favoriser un développement économique durable et inclusif.

Les données collectées nous ont emmenés à confirmer notre première hypothèse selon laquelle la contribution de l'exploitation du pétrole au développement économique serait peu significative en raison du faible taux d'exploitation du potentiel pétrolier tandis que notre analyse économétrique nous montre clairement que si le secteur était exploité efficacement, il serait un atout et contribuerait grandement au développement économique de la nation congolaise. En outre , ces mêmes données nous ont permis de confirmer notre deuxième hypothèse selon laquelle l'exploitation du pétrole en RDC présente à la fois des avantages et inconvénients pour les communautés locales ;qui seraient : d'un côté elle pourrait créer des emplois, améliorer les infrastructures et stimuler d'autres structures de l'économie locale ;et de l'autres coté l'exploitation du pétrole est confrontés aux défis environnementaux énormes, des problèmes de santé publique pour les communautés locales dû à la pollution et aux accidents industriels et des inégalités quant à la répartitions des bénéfices. Et enfin, il est évident que ce secteur a des perspectives d'avenirs prometteuses et l'industrie pétrolière jouerait un rôle clé dans le développement économique de la RDC en fournissant des revenus et des emplois si cette ressource était bien gérée.

Vu l'importance du secteur pétrolier dans le développement économique de la RDC, nous demandons spécialement au gouvernement congolais d'accorder beaucoup plus d'attention à ce secteur et d'y allouer les ressources nécessaires afin de le faire de lui un secteur clé à la dimension du secteur minier afin de permettre au pays d'avoir une économie diversifiée ; de bénéficier des revenus générés par ce secteur et d'améliorer les conditions de vies de sa population.

BIBLIOGRAPHIE

I.OUVRAGES

1. PINTO, Roger, *Méthodes en sciences sociales*, 4eme édition, Paris .éd Dalloz.1971.
2. RIST, Gilbert, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale,* 2e éd., Paris: Presses de Sciences Po, 2001.
3. SEVERINO, Jean-Michel et OLIVIER, Ray, *Le temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob, 2010.
4. SOLVIT, Samuel, *RDC : rêve ou illusion ? Conflit et ressources naturelles en République Démocratique du Congo,* Paris, L'Harmattan, 2009.
5. TREFON, Theodore, *Congo, la mascarade de l'aide au développement,* Paris, L'Harmattan, Louvain-la-Neuve: Academia, 2013.
6. Rapport Annuel de la Banque Centrale du Congo (BCC), 2022.
7. BAKANDEJA wa MPUNGU, Grégoire, Droit minier et des hydrocarbures en Afrique Centrale, pour une gestion rationnelle, formalisée et transparente des ressources naturelles, Editions Larcier, 2009.
8. Hamisultane, Hélène, Économétrie, Licence, France, 2002. [En ligne]. https://halshs.archives-ouvertes.fr/cel-01261163.

II. Articles de revues

1. Escobar, Arturo et Manon Boulianne. « Développer autrement, construire un autre monde ou sortir de la modernité? (Entretien). » Anthropologie et Sociétés, volume 29, numéro 3, 2005, p. 139–150.
2. LUWANSANGU MUHETA, P., SAMBU SAMBU, J., TEKILASAYA KAVUNZUC, F., «Impact de l'ajustement des prix des produits pétroliers sur la situation macroéconomique en République Démocratique du Congo», Revue "Repères et Perspectives Economiques" [En ligne], Vol. 7, N° 1 / mars 2023, mis en ligne le 31 mars 2023.

III. Mémoires et notes de cours

1. BALINTWALI MUGISHO, Frédéric, *Participation des pétroliers producteurs au budget de l'Etat Congolais : « Analyse et Perspective ». Période de 2008 à 2010* , Mémoire, Finances Publiques, Ecole Nationale des Finances , 2012. [En ligne]
2. LOPAKA, Jean-Pierre, Séminaire de rédaction de mémoire, Cours enseigné à l'Université Catholique du Congo (U.C.C), 2019.
3. AKUKILA, Emmanuel, *Participation des pétroliers producteurs au budget de l'Etat Congolais : « Analyse et Perspective » de 2018 à 2020*, Mémoire, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Universités de Kinshasa, 2022.

IV. Webographie

1. https://www.sonahydroc.cd/ le 21 avril 2024
2. https://www.miningreview.com/wp-content/uploads/2014/09/Albert-Ongen.pdf
3. https://www.budget.gouv.cd/wpcontent/uploads/budget2024/projet/document_num_1_projet_de_loi_de_finances_2024.pdf